



MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES 2023CZ03M3N48S0000

Acheteur

EPAMSA
1 rue de Champagne
78200 MANTES LA JOLIE

Représentant de l'acheteur

Monsieur le Directeur général de l'établissement

**Mission de maîtrise d'œuvre pour la
dépollution et la gestion des terres de la ZAC
Mantes Université**

Table des matières

1. CONTEXTE DE LA MISSION	3
1.1. L'OPERATION D'INTERET NATIONAL SEINE AVAL	3
1.2. LA ZAC MANTES UNIVERSITE, NOUVEAU QUARTIER MIXTE A PROXIMITE IMMEDIATE DE LA GARE	3
1.3. LE PERIMETRE ET LE PROGRAMME PREVISIONNEL DE LA ZAC MANTES UNIVERSITE	4
1.3.1 LE PERIMETRE	4
1.3.2 LE PROGRAMME PREVISIONNEL ET LES ENJEUX DE LA ZAC	5
2. OBJET DU CONTRAT	5
3. RAPPEL DE L'HISTORIQUE DES ETUDES ET DES OPERATIONS	6
4. SYNTHESE DE DONNEES DISPONIBLES ET DES OPERATIONS REALISEES	7
a) Dépollution réalisée (Entreprise GRS Valtech) entre 2013 et 2015	8
5. DEFINITION ET CONTENU DE LA MISSION	11
a) Nature des opérations	11
Mission 1 : Etude et analyse des données existantes	11
Mission 2 : Mise en œuvre et suivi des diagnostics par lot cessible A130 et A270 (prix unitaire – bon de commande)	13
Mission 3 – Plans de gestion A300, A310, A330 et études complémentaires (ARR – A320) (Prix unitaire - bon de commande)	13
Mission 4 – Maîtrise d'œuvre de dépollution	14
a) Définition et organisation de la mission	14
b) Etudes de projet (PRO) - B130	14
c) Assistance à la passation de contrats de travaux (ACT) - B310	15
d) Visa des études d'exécution (VISA) - B310	16
e) Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) - B320	16
f) Assistance aux Opérations de Réception (AOR) - B330	19
Mission 5 – Etablissement d'ATTEST(s) (Prix unitaire - bon de commande)	21
Mission 6 – Option : Mise en place d'un outil de digitalisation	22
6. MODALITES PRATIQUES D'EXECUTION	22
a) Suivi et pilotage	22
b) Modalité de rendu des documents	22

1. CONTEXTE DE LA MISSION

1.1. L'OPERATION D'INTERET NATIONAL SEINE AVAL

En 2007, l'Etat, en partenariat avec la Région et le Département, a déclaré Seine Aval « Opération d'Intérêt National » (OIN). Ce territoire, qui s'étend de Bonnières-sur-Seine à Poissy et Conflans-Sainte-Honorine (370.000 habitants – 51 communes), est désormais identifié comme une zone de développement prioritaire et stratégique lui donnant une visibilité nationale.

Dispositif exceptionnel, l'Opération d'Intérêt National offre à ce territoire la possibilité de réaliser un projet d'ensemble pour agir efficacement sur le développement économique et sur les transports, en favorisant un déploiement urbain équilibré entre espaces naturels préservés et logements.

L'EPAMSA, Etablissement Public d'Aménagement du Mantois Seine Aval, est chargé de piloter cette Opération d'Intérêt National. Au quotidien, son activité se décline en différentes modalités d'intervention : la direction de projet de l'OIN et des Projets de Rénovation Urbaine, des missions de mandataire de maîtrise d'ouvrage pour le compte des collectivités locales, le rôle d'aménageur urbain et la possibilité, dans certains cas, d'être investisseur.

1.2. LA ZAC MANTES UNIVERSITE, NOUVEAU QUARTIER MIXTE A PROXIMITE IMMEDIATE DE LA GARE

Dans le cadre de l'OIN Seine Aval et dans l'objectif de développer le territoire du Mantois, l'EPAMSA est à l'initiative de l'aménagement de la ZAC Mantes Université. Ce projet a été entériné par les arrêtés préfectoraux du 28 décembre 2006, portant création de la ZAC, et du 26 mars 2008, approuvant le programme des équipements publics. Un arrêté préfectoral, en date du 6 novembre 2007, a par ailleurs, déclaré l'opération d'utilité publique, garantissant la maîtrise foncière.

Ce projet vise à créer une nouvelle centralité intercommunale, à l'échelle du territoire du Mantois, à proximité de la gare multimodale qui doit accueillir bientôt le RER E (Eole). L'architecte-urbaniste de la ZAC a été jusqu'au début 2018 l'Agence Bruno Fortier qui a réalisé la phase 1 de l'opération. L'ambition originelle de ce projet correspond à une opération de reconquête de friches industrielles et ferroviaires, constituant une zone à cheval sur 3 communes, bien desservie (autoroute et ferroviaire) à proximité immédiate de la gare de Mantes-la-Jolie. L'objectif est alors de faire de la ZAC Mantes Université, quartier urbain, et de son pendant, la ZAC Mantes Innovaparc dédiée à l'activité, la pierre angulaire du développement urbain et économique du Mantois.



1.3. LE PERIMETRE ET LE PROGRAMME PREVISIONNEL DE LA ZAC MANTES UNIVERSITE

1.3.1 LE PERIMETRE

Le périmètre de la ZAC initiale

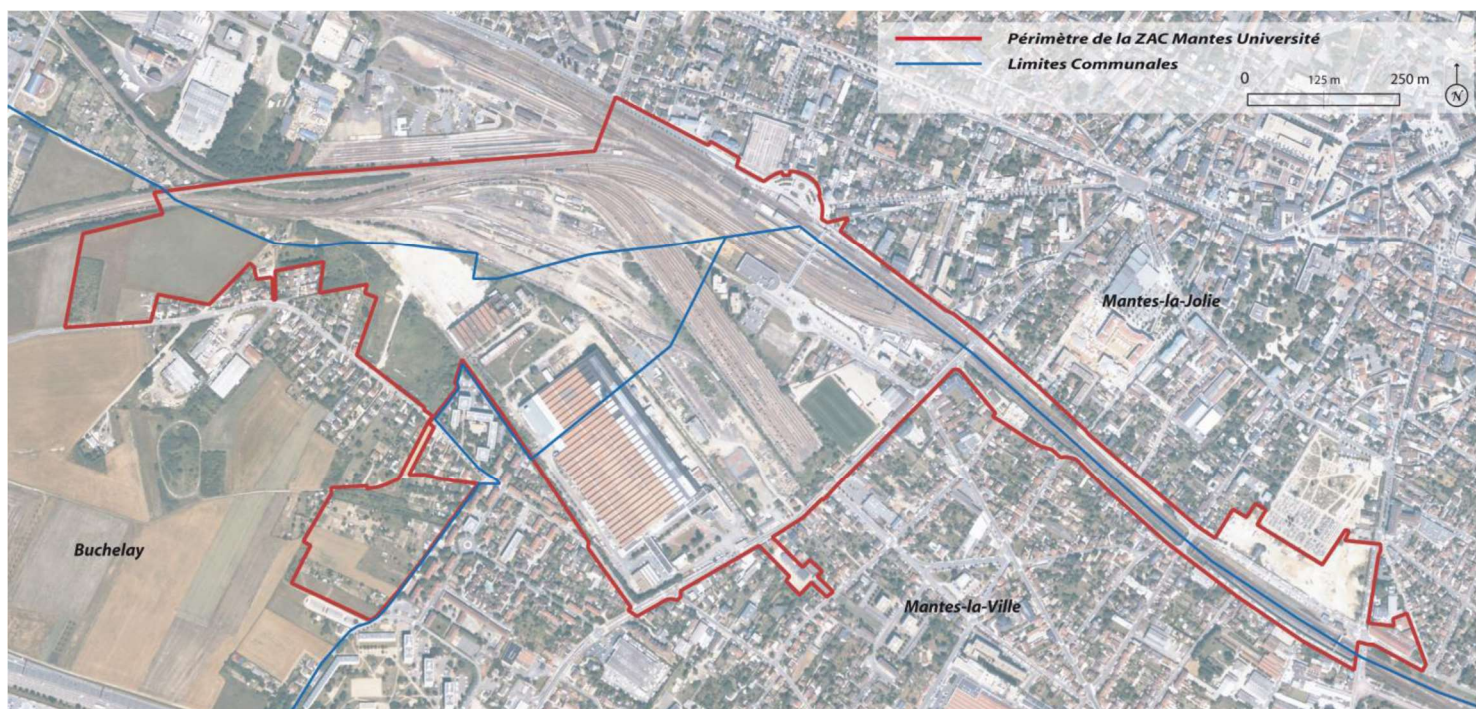
Le projet de Mantes Université, situé sur les communes de Mantes la Jolie, Mantes la Ville et Buchelay, est porté par une volonté partenariale forte entre l'Etat, les communes et la Communauté Urbaine (GPS&O)

Cette opération, située sur les deux grandes friches industrielles et ferroviaires de Sulzer et la SNCF, vise à constituer un centre dynamique et attractif pour l'agglomération du Mantois.

Le périmètre initial de la ZAC, extrêmement découpé et étendu, repose à l'origine sur l'opportunité que représentait le ralentissement, puis la cessation d'activité sur les sites industriels Jaralco et Sulzer. S'y ajoute l'opportunité d'une réflexion sur l'ensemble du site SNCF. L'extension à l'Ouest permet la reconstitution d'une partie des voies SNCF. Enfin, l'inclusion des boulevards de rive SNCF permet de réaliser un aménagement global cohérent, greffé sur le tissu urbain alentour.

Cette ZAC s'étend sur un périmètre de 72,3 hectares, dont environ 45 hectares urbanisables. Le périmètre s'étend jusqu'à la gare de Mantes Station, permettant de traiter les infrastructures routières existantes qui longent les infrastructures ferroviaires dans une perspectives de continuité de voiries à vocation communautaire. Ce secteur est immédiatement bordé, au nord, par le tissu pavillonnaire de faubourg de la commune de Mantes-la-Jolie nommé Les Martraits, intégrant ponctuellement quelques petits immeubles collectifs.

A l'Est et au sud, ce périmètre est bordé par le tissu résidentiel de Mantes la Ville, En limite immédiate de l'autoroute est implanté l'ensemble social des Brouets qui permettra d'ouvrir le quartier à l'Ouest en direction de la plaine de Buchelay et de Mantes-Innovaparc.



A l'Ouest, sur la commune de Buchelay, se trouve une petite zone pavillonnaire implantée de part et d'autre du chemin des Meuniers dans le prolongement de Mantes la Ville. Plus loin à l'Ouest, en continuité immédiate, se trouve l'opération de Mantes Innovaparc.

1.3.2 LE PROGRAMME PREVISIONNEL ET LES ENJEUX DE LA ZAC

Le programme et les enjeux de la ZAC initiale :

En 2006, la mise en œuvre du projet est passée par la procédure d'une Zone d'Aménagement Concerté d'Etat qui permet de coordonner efficacement l'aménagement du site. Cette opération, située sur les deux grandes entités foncières SULZER et SNCF, vise à constituer un centre dynamique et attractif pour l'agglomération nommée à l'époque Mantes en Yvelines. L'organisation des transports autour du pôle de la gare centrale constitue déjà en 2006 l'un des enjeux du projet.

Le Mantois a en effet pour vocation d'accueillir de nouveaux équipements de services pour les habitants ainsi que de nouvelles infrastructures (université, hôpital...). Au titre de pôle d'équilibre régional, le territoire doit voir son activité économique se développer ainsi que les liaisons routières et ferroviaires qui le desservent.

Dans l'arrêté de création de la ZAC en 2006, le programme global des constructions comprend 248 000 m² SHON qui se décompose ainsi :

- 109 000m² SHON de logements et résidences (étudiants, personnes âgées, services, hôtels) soit environ 123 000 m² SDP
- 92 000 m² SHON d'activités, services, commerces soit environ 96 000 m² SDP avec pour objectif l'accueil d'activités tertiaires de centre ville (bureaux) et le développement de l'offre commerciale d'agglomération
- 47 000 m² SHON d'équipements publics hors espaces publics (pôle de formation, pôle nautique, pôle multimodal de la gare centrale, centre d'affaires et de congrès)

Le programme projeté et les enjeux récents de la ZAC :

A ce jour :

- 323 logements ont été livrés sur la commune de Mantes la Jolie
- 437 logements ont été livrés sur la commune de Mantes la Ville
- 210 logements ont été livrés sur la commune de Buchelay
- 230 logements sont en cours de construction sur la commune de Mantes la Ville
- 187 logements font l'objet d'un Permis de Construire sur la commune de Buchelay

Aujourd'hui, la programmation du projet de ZAC est en passe d'être entièrement refondu. Le nombre de logements (SDP prévisionnel et quantité), le programme d'activités et services, mais aussi le programme d'équipements publics seront stabilisés après concertation publique prévue courant 2024.

2. OBJET DU CONTRAT

L'EPAMSA développe actuellement le projet de la ZAC Mantes Université d'une superficie globale de 75 ha dont 34 ha urbanisés, situé sur les communes de Mantes-la-Jolie, Mantes-la-Ville et Buchelay qui font partie de la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise.

Ce projet s'inscrit dans l'Opération d'Intérêt National (OIN) Seine Aval (décret en Conseil d'Etat 2007-783 du 10 mai 2007), développée par l'Etablissement Public d'Aménagement du Mantois Seine Aval, Etablissement Public de l'Etat (décret en Conseil d'Etat 96-325 du 10 avril 1996). A ce titre, il contribue aux objectifs du PLU intercommunal.

Ce programme de réhabilitation se déploie sur une friche industrielle constituée de l'ancien site de la société SULZER s'étendant sur environ 13 hectares et de l'ancienne plateforme ferroviaire de SNCF Réseau (ex RFF). Depuis le début du XXème ce site a connu des activités industrielles, classées au titre de la protection de l'environnement.

L'opération a été initiée dans le cadre de la reconversion de l'ensemble du site de la ZAC Université et de l'appel à candidature de l'ADEME de 2013. Dès lors, une réflexion a été engagée afin d'intégrer au mieux les contraintes liées aux pollutions des sols issues du passif industriel de l'ensemble de la ZAC dans le futur projet d'aménagement.

En effet, la zone d'étude, objet de la présente consultation, est constituée de l'ensemble de la ZAC Mantes Université, occupé historiquement par le site Sulzer, d'une superficie d'environ 13 hectares qui a supporté des activités industrielles lourdes et par un tènement ayant appartenu à RFF, composé d'anciens faisceaux de voies ferrées et de locaux gérés par la SNCF. Ces anciennes activités industrielles ont laissé un passif environnemental et notamment des zones de pollutions des sols et la présence des remblais anthropiques de type mâchefers.

Dès 2012, la décision a été prise par l'EPAMSA, d'intégrer dans le cadre du projet d'aménagement, des mesures de gestion des pollutions permettant de traiter les sources (points spots) de contamination d'une part et d'autre part, de favoriser la revalorisation des matériaux issus des terrassements et démolition sur le site tout en assurant la compatibilité sanitaire avec les usages futurs. Ces mesures ont été présentées à la DRIEE et détaillées dans le plan de gestion de 2012 puis de 2017.

Actuellement le projet d'aménagement de la ZAC fait l'objet de modification importante au niveau de son plan guide (annexe 1) avec notamment la définition de nouveaux usages sur les lots et de ce fait nécessite de réécrire le plan de gestion et potentiellement de compléter les études et travaux de dépollution de la ZAC, en vue de la création et réalisation d'un nouveau dossier ZAC.

Sur la base des nouveaux principes d'aménagement l'EPAMSA souhaite aujourd'hui engager une mission de maîtrise d'œuvre visant à :

- compléter la connaissance de la ZAC MU en matière de pollution des sols
- mettre à jour le plan de gestion avec le nouveau programme d'aménagement de 2013
- accompagner l'EPAMSA dans une mission de maîtrise d'œuvre consistant à concevoir, dimensionner et suivre les travaux de dépollution nécessaires au futur programme d'aménagement de la ZAC.

3. RAPPEL DE L'HISTORIQUE DES ETUDES ET DES OPERATIONS

Dates	Description	OPERATEUR
2006	Diagnostics de pollution des sols et des eaux	ARCADIS, BS Consultats
2010	Dossier de servitudes / restriction d'usage validé par DRIEE – dossier EQRS	BURGEAP
2013	Plan de gestion – lauréat de l'AP ADEME Présentation du Plan de Gestion à la DRIEE	SCE (AMO)
2013	Elaboration d'un marché de travaux de dépollution des points	SCE (AMO)

	spots et de gestion des terres – lauréat : Entreprise GRS Valtech	
2014	Réalisation des phases des tests / essais pilotes Ré-évaluation des techniques de dépollution / confinement sur la bases des résultats des tests. Présentation de la nouvelle stratégie à la DRIEE Demande de mise à jours du dossier de restriction d'usage auprès de la DRIEE (abandon des secteurs d'usage / remplacement par une mixité d'usage incluant un usage résidentiel sur l'ensemble du site)	GRS Valtech / SCE AMO
2013 - 2014	Traitement des points pots A, B, C, F par bioventing et biopile – phases 1 et 2 de gestion de terres hors points spots	GRS Valtech
2014	Traitement des points pots E par bioventing – phase 3 et 4 de gestion des terres (hors points spots)	GRS Valtech
2014	Analyse des risques résiduels après travaux	GRS Valtech ANTEA
2015	DOE Gestion des terres phase 1 à 5	GRS Valtech
2016	Gestion des nouveaux points spots Sulzer (1 à 7)	GRS Valtech
2017	Mise à jour du plan de gestion de la ZAC MU	EODD

4. SYNTHÈSE DE DONNÉES DISPONIBLES ET DES OPÉRATIONS RÉALISÉES

Différents diagnostics de sols et de la nappe phréatique ont été réalisés entre 2011 et 2012 au droit du site. Les constats effectués ont mis en évidence la présence de remblais de type mâchefers sur une partie importante du site ainsi que des zones plus ou moins polluées par des métaux, des hydrocarbures et des solvants chlorés.

Pour information, la nappe phréatique se trouve vers une vingtaine de mètres de profondeur et présente une phase libre d'hydrocarbures sur la partie nord-ouest du site.

Au regard des pollutions mises en évidence, de l'Évaluation des Risques Sanitaires effectuée par la société BURGEAP et du projet d'aménagement de l'époque, le site a fait l'objet de restrictions d'usage par arrêté du Préfet des Yvelines en date du 13 juin 2006.

En 2009, une mise à jour des restrictions d'usage a été réalisée par le bureau d'étude BURGEAP suite à une première modification du projet d'aménagement. Ce dossier de mise à jour comprenait un plan de gestion ainsi qu'une étude de risques sanitaires validant les mesures de gestion présentées.

En 2013, les seuils de dépollution ont été fixés par la réalisation d'un plan de gestion (SCE) et d'une Analyses des risques résiduelles prédictive (ARRp) effectuée par la société ANTEA lors des phases d'essais pilotes. Au vu de l'évolution potentielle du futur projet d'aménagement, l'EPAMSA a souhaité que les calculs de risques soient mis à jour pour un usage résidentiel sur l'ensemble du site (scénario le plus pénalisant en matière de risque car acceptant des populations sensibles), qui constitue l'objectif visé pour les nouvelles restrictions d'usage.

Les Concentrations Maximales Admissibles (CMA) ont été calculées pour les composés polluants identifiés sur le site (zones sources), présentant des risques et disposant de VTR à l'époque et pour les configurations et usages prévus en 2012-2013.

Ces éléments ont servi à bâtir la stratégie de gestion et de dépollution de la ZAC en 2014, à savoir :

- **Zones de forte pollution (sources)** : Conformément aux recommandations du MEEDAD, l'EPAMSA a retenu en 2012, la solution de mise en œuvre d'actions correctives destinées à traiter/éliminer/confiner des polluants générant un potentiel risque sanitaire dans les zones les plus polluées identifiées sur le site.
- **Zone de remblais (totalité du site hors points spots)** : Il s'agit des secteurs dont les teneurs diffèrent du bruit de fond géochimique local mais en restant toutefois très inférieures à celles identifiées dans les zones fortement polluées (points source ou spots). Ces matériaux n'engendrent pas de risque sanitaires dans la mesure de mise en œuvre à titre sécuritaire, de solutions simples telle que le maintien de couvertures de surface (imperméables ou non) afin de limiter les risques de contacts cutanés et/ ou d'envol de poussières.

Ces recommandations portent sur les emprises publiques ainsi que sur les emprises privées et sont présentées dans le PG de 2017. Dans le cas d'absence actuelle de couverture (zones très locale), il a été convenu de mettre en place dans le futur aménagement, des remblais sains de surface (au moins 30 cm) afin de limiter les contacts avec les remblais contenant des métaux.

- **Zones non reconnues** : Au droit des zones non reconnues, aucune recommandation n'a pu être effectuée. Il a été convenu de procéder à l'évaluation de la qualité des sols si ces zones doivent faire l'objet de réaménagement.

Rappelons que cette stratégie a été soumise et suivie par la DRIEE et que le projet fait l'objet d'un financement ADEME dans le cadre des AAP pour la reconversion des friches industrielles.

a) Dépollution réalisée (Entreprise GRS Valtech) entre 2013 et 2015

Au droit des points spots, les dépollutions ont visé à rendre compatible l'état des sols avec l'usage futur prévu (en 2012). Il a été convenu, au regard des résultats de l'ARR réalisée par ANTEA que les techniques de dépollution seraient mises en œuvre sur composés disposant de vecteurs de transfert portant le risque sanitaire, à savoir les risques de volatilisation et d'inhalation des composés. Les autres risques, par contact cutané, envol de poussière... pouvant être gérés par la mise en place de dispositif de couverture des sols (cf. ARR Antea 2012, 2014, 2015 et plan de gestion EODD 2017).

Les terrains laissés en place contenant des composés résiduels seraient traités lors d'opération ultérieure d'aménagement et si besoin de terrassement.

1) Zones sources (ou spot) traitées pour le risque sanitaire (actions uniquement sur les composés volatils)

✓ Zones A et B

2 techniques ont été couplées :

- **Traitement par biopile** : excavation des terres superficielles (jusqu'à 1,3 m) sur chaque zone et traitement sur site en biopile - 8 mois de traitement
- **Traitement des couches profondes par bioventing** :

- Traitement du point spot A : 24 puits d'extraction des gaz de sols – 6 puits d'injection d'air/solution nutritive – Traitement à 5 m de profondeur pendant 7 mois – 160 L de solution nutritive aqueuse enrichie à 0,5% de mélasse de betterave par puits d'injection
- Traitement du point spot B : 14 puits d'extraction des gaz de sols – 3 puits d'injection d'air/solution nutritive – Traitement à 4,5 m de profondeur pendant 6 mois - 160 L de solution nutritive aqueuse enrichie à 0,5% de mélasse de betterave par puits d'injection
- ✓ **Zone C : traitement par bioventing** 5 puits d'extraction des gaz de sols – Un puits d'injection d'air/solution nutritive – Traitement à 5 m de profondeur pendant 10 mois - 200 L de solution nutritive aqueuse enrichie à 0,5% de mélasse de betterave par puits d'injection
- ✓ **Zone F : traitement par biopile** : Excavation des terrains jusqu'à 3 m de profondeur soit 610 m3 de matériaux – 8 mois de traitement
- ✓ **Zone E : traitement par bioventing** : 30 puits d'extraction des gaz de sols – Traitement à 4 m de profondeur pendant 6 mois

2) Secteurs hors zone source, renfermant des matériaux non inertes / pollutions diffuses

La ZAC MU est localisée sur des terrains largement remaniés, constitués de remblais de surface dont une grande partie, renferme des machefers. Dans le cadre des premières opérations de gestions, une grande partie de ces matériaux non inertes ont fait l'objet d'une (re)valorisation sur site au droit des nouvelles voiries / parc. Ces opérations ont été menées avec l'aval de la DRIEE et consignées dans le plan de gestion et ARR, réalisées en 2013 puis 2014 sur le site.

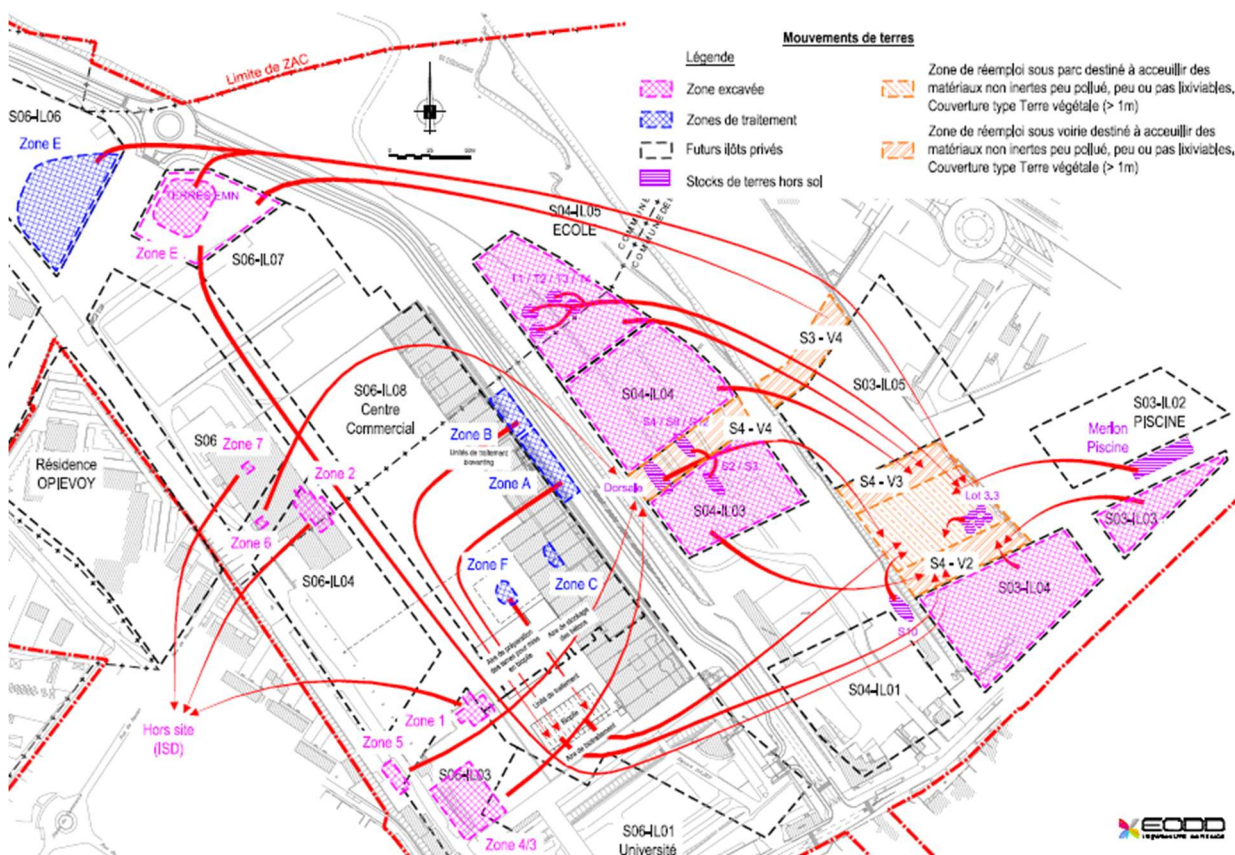


Figure 1 : Localisation générale du projet

En 2014, un constat analytique (sur les matrices gaz du sol et/ou sol) final a été réalisé afin de préciser les teneurs résiduelles à l'issus de traitement et de confirmer l'atteinte aux objectifs (CMA). Ces réceptions ont fait l'objet d'un protocole remis à la DRIEE en novembre 2014 (rapport GRS VALTECH EXE-DOC-11130024-1501-001-A). Comme mentionné précédemment, une ARR (ANTEA A72426_version C_14_10_14_complet et ANTEA - Octobre 2015 A81932/A) a été réalisée afin de confirmer la compatibilité des teneurs résiduelles avec les usages futurs selon les prescriptions figurant dans l'ARR et le plan de gestion. Il convient de préciser que les usages étaient multiples et répartis selon différents secteurs de la ZAC : commerciaux, résidentiels, avec des aménagements dotés de sous-sols ou sans sous sol (hall par exemple). Un scénario optionnel d'usage résidentiel sur un niveau de sous sol a été également analysé indiquant l'absence de risque sanitaire également pour les niveaux de pollution, configuration et usages prévus à l'époque.

Les résultats sont consignés dans les rapports :

- DOE-11130024-1502-001-D GRS VALtech_Rapport final Bioventing_Biopile_Venting
- RFI-11130024-1409-001-04_EPAMSA_Gestion des matériaux non inertes - Phase 5
- Analyse des Risques Résiduels (ARR) de fin de travaux dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Mantes Université Zones A, B, C, E et F de l'ancien site Sulzer à Mantes la Jolie (78) – ANTEA - Octobre 2015 A81932/A

Les résultats des calculs mettent en évidence que, « l'usage résidentiel envisagé sur l'ensemble du site est compatible avec la qualité actuelle des terrains, sous réserve que les conditions d'aménagement fixées dans le cadre de l'ARR soient respectées ».

5. DEFINITION ET CONTENU DE LA MISSION

a) Nature des opérations

Les missions attendues dans le cadre du présent appel d'offre sont les suivantes :

MISSIONS	DESCRIPTION	TYPE DE PRIX
Mission 1	Etude et analyse des données existantes	forfait
Mission 2	Mise en œuvre et suivi des diagnostics par lot	Prix unitaire - bon de commande
Mission 3	Plans de gestion et études complémentaires (ARR)	Prix unitaire - bon de commande
Mission 4	Maîtrise d'œuvre de dépollution	Prix unitaire - bon de commande
Mission 5	Etablissement d'ATTEST(s)	Prix unitaire - bon de commande

Ces missions devront être réalisées selon les normes en vigueur notamment l'ensemble des normes NF 31-620 et conformément à la méthodologie nationale des sites et sols pollués.

Les candidats établiront leur offre sur la base d'une visite de terrain en compagnie du maître d'ouvrage leur permettant d'appréhender le contexte et les conditions de terrain.

Mission 1 : Etude et analyse des données existantes

Cette mission doit permettre au prestataire de s'approprier l'ensemble des données existantes sur le site. L'ensemble de documents traitant de la pollution (Diagnostics, plan de gestions, ARR, DOE...) et des aménagements (Schémas, programmes, plans...) lui seront remis afin qu'il puisse les étudier et mener à bien les missions suivantes en intégrant les constats et opérations déjà réalisées.

Une liste (non exhaustive) des principales études et rapports existant sur la ZAC figure ci-dessous.

Auteur de l'étude	Nom de l'étude	Référence
GESTER	CCM SULZER extrémité nord ouest du site Suivi de la qualité des eaux souterraines	Affaire 21.01.0105 daté du 18/05/2001
	CCM SULZER extrémité nord ouest du site Suivi de la qualité des eaux souterraines sur les puits Pz1, P	Affaire 21.01.0105 daté du 07/07/2001
	CCM SULZER extrémité nord ouest du site CCM SULZER	Affaire 21.01.0105 daté du 13/10/2001
EXCIPE France	Etude complémentaire des sols et des eaux	001-RP/WAR217-V5-02 daté du 22/04/2002
GESTER	Site de Mantes la Jolie Parcelle n°664C Suivi de la qualité de la nappe	215.02.0105.E.A daté du 26/03/2002
GESTER	CCM SULZER Mise en place de 2 piézomètres complémentaires	215.02.0248.1/2.E.A daté du 14/05/2002
GESTER	CCM SULZER Remplacement de Pz3	215.02.0248.2.E.A daté du 14/05/2002
GESTER	Site de Mantes la Jolie, parcelle n°664C Suivi de la qualité de la nappe	215.02.0105.E.A daté du 09/10/2002

Auteur de l'étude	Nom de l'étude	Référence
GESTER	Suivi de la qualité de la nappe dans les piézomètres appartenant à CCM SULZER	78200-001/215/NT/01/A daté du 24/03/2003
GESTER	Prospection géophysique sur le site industriel CCM SULZER à Mantes la Jolie	03/05/290/78 daté de juin 2003
ARCADIS	Mesures géophysiques Carottage au droit de la source et équipement du forage en piézomètre	215.03.0217.E.A daté du 16/07/2003
ARCADIS	Suivi de la qualité de la nappe dans les piézomètres appartenant à CCM SULZER	215.03.0105.E-01-A daté du 22/08/2003
ARCADIS	Suivi de la qualité de la nappe dans les piézomètres appartenant à CCM SULZER	23A.04.0154.01A daté du 20/08/2004
ARCADIS	CCM SULZER – Site de Mantes la Jolie Diagnostic approfondi – EDR	23C.04.0611.E.01.A daté du 06/10/2004
ARCADIS	CCM SULZER – Site de Mantes la Jolie Suivi de la qualité de la nappe, Décembre 2004	23A.04.0154.01.A daté du 07/01/2005
ARCADIS	MATIERE - CCM SULZER – Site de Mantes la Jolie Gestion des terres excavées – Note technique 2006	23A.06.0563.E/01/A daté de 2006
TECHNOSOL	Site SULZER Reconnaitances de sols	N°T080091 Pièce n°001 daté du 21/04/2008
EN.OM.FRA	Etude géotechnique préliminaire de site – mission type G11	5518-09 de janvier 2009
BURGEAP	Etude historique et documentaire	RPE07596-02/A 21778/CPEZ081571 du 23 mars 2009
BURGEAP	Etude historique et documentaire S06 ilots 1,2,3,4,5,7 et 8	RPE07757/A.18026/CPEZ081571 du 2 avril 2009
BURGEAP	Mise à jour des restrictions d'usage sur le site Sulzer	RPE07649-03-A12644-CPEZ081421 du 24 août 2009
BURGEAP	Estimation des couts de gestion de terres impactées	RPE07713 du 04 mai 2011
BS Consultant	Diagnostic de pollution - RFF	R1207245-RFF de novembre 2012
BS Consultant	Diagnostic de pollution - Sulzer	R1207245-Sulzer de novembre 2012
GRS Valtech	protocole remis à la DRIEE en novembre 2014 (rapport GRS VALTECH EXE-DOC-11130024-1501-001-A	EXE-DOC-11130024-1501-001-A
ANTEA	Analyse des risques résiduels prévisionnels (ARRp - EQRS) sur la ZAC Mantes université	A81932
SCE	Plan de gestion de la ZAC Mantes Université	P00811 - 2017
GRS Valtech	Rapport final Bioventing_Biopile_Venting	DOE-11130024-1502-001-D
GRS Valtech	Diagnostic de pollution – délimitation des points spots	REP11130024-1311-001-02 2012
GRS Valtech	Diagnostic de pollution – emprise des futurs sous-sols Hammerson	RFI 11130024-1410-001 2014
GRS Valtech	Diagnostic de pollution des « nouveaux points spots Sulzer »	REP REP11130024-1611-001 2016
GRS Valtech	Analyse des risques résiduels de fin de travaux – site sulzer	RFI 11160004-1701-001
GRS Valtech	EPAMSA_Gestion des matériaux non inertes - Phase 5	RFI-11130024-1409-001-04
ANTEA	ARRp « valorisation matériaux sous voirie S4-V4 »	A79344/vD

Le montant de cette mission est forfaitaire et le prestataire ne pourra demander d'autres paiements pour l'analyse des données concernant les pollutions et l'aménagement.

Mission 2 : Mise en œuvre et suivi des diagnostics par lot cessible A130 et A270 (prix unitaire – bon de commande)

Le prestataire devra établir les cahiers des charges pour la réalisation des diagnostics pollutions, par l'étude des besoins par site, par lot, et par temporalité. La conception du programme d'investigations devra être argumentée et tenir compte bien évidemment des études déjà réalisées (analyse de la nécessité de les compléter) et du nouveau programme d'aménagement. Ce programme devra être détaillé (nombre de sondages, piézomètres, piézairs, leur emplacement, leur profondeur, l'ensemble du programme d'analyses, les études (rapports de diagnostic, ARR).... Il sera rédigé tel un cahier des charges afin d'être soumis au prestataire du marché de diagnostic des sols.

Pour information, les diagnostics de pollution seront réalisés par un autre prestataire attributaire d'un marché spécifique (distinct du présent).

Ces diagnostics devront être réalisés selon la norme en vigueur (NF X 31-620 et autres).

Le prestataire aura également pour mission d'analyser les rapports de diagnostics réalisés tant par l'EPAMSA qu'éventuellement par des tiers (promoteurs) sur le lot concerné. Il en fera une analyse critique argumentée et rédigée sous forme d'une note.

Ces prestations seront rémunérées sur la base des prix unitaires du marché.

Mission 3 – Plans de gestion A300, A310, A330 et études complémentaires (ARR – A320) (Prix unitaire - bon de commande)

Le prestataire accompagnera l'EPAMSA dans le cadre de la recherche des solutions de mise en compatibilité du projet avec l'état des milieux. Pour cela, il mettra à jour les plans de gestion des pollutions de sol et des matériaux non inertes, suite à d'éventuels mouvements de terre, aidant à la définition de solutions et permettant la mise en compatibilité des milieux avec les usages projetés.

Ces plans de gestion seront définis par secteur d'étude (lots) selon les phasages de programmation des opérations, en amont des projets d'aménagement de façon à permettre de définir les mesures adaptées pour rendre compatible les usages futurs avec les terrains.

Le prestataire analysera et aidera à la production de solutions pertinentes présentées selon **un bilan coût/avantage/inconvénient** favorisant l'économie circulaire (valorisation des matériaux sur site en protégeant les enjeux environnementaux du site et tenant compte des contraintes en matière d'aménagement et de dispositions constructives).

Il intégrera la réalisation des **ARRp et ARR** nécessaires à valider les objectifs de dépollution. Le plan de gestion visera à détailler des solutions techniques et chiffrées pertinente de traitement de pollutions au stade AVP, mais également l'ensemble des recommandations en matière de servitudes, de suivis... également détaillés et chiffrés.

Il aura à sa charge d'analyser les éventuelles préconisations fournies par les études réalisées préalablement et de définir, sur la base d'éléments fournis par l'aménageur et les opérateurs, les volumes de déblais-remblais afin de permettre l'optimisation des éventuels coûts de traitement de ces terres.

Ces études devront être réalisées selon la norme en vigueur (NF X 31-620 et autres).

Le prestataire aura également pour mission d'analyser les plans de gestion et ARR réalisés par des tiers (promoteurs). Il en fera une analyse critique argumentée et rédigée sous forme d'une note qui permettra à l'EPAMSA de statuer sur ses choix et ses engagements en matière de pollution. Ces prestations seront rémunérées sur la base des prix unitaires du marché.

Mission 4 – Maîtrise d'œuvre de dépollution

a) Définition et organisation de la mission

La mission confiée au titulaire du marché comprendra les éléments normalisés suivants :

- Etudes de projet (PRO) – B130
- Assistance à la passation des contrats de travaux (ACT)- B310
- Visa des études d'exécution (VISA) - B310
- Direction de l'exécution des travaux (DET) - B320
- Assistance à la réception des travaux et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR) - B330

Le contenu des éléments de mission est défini par :

- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 (loi MOP),
- L'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé,
- Le CCAG des marchés publics de maîtrise d'œuvre approuvé par arrêté le 30 mars 2021.

L'attente du Maître d'ouvrage est par ailleurs précisée dans les paragraphes suivants. En lien avec les contraintes et spécificités du site particulièrement importantes, conformément au courrier de consultation.

b) Etudes de projet (PRO) - B130

Préalable :

Dans le cadre de la présente mission, il est demandé au prestataire de s'approprier ces éléments d'états des milieux, plan de gestion, ARR, et de respecter dans ses préconisations les objectifs et principes d'aménagement retenus, ainsi que les grandes lignes du dimensionnement. Le titulaire du marché pourra toutefois apporter un regard critique par rapport aux éléments fournis, et être force de proposition pour avancer dans la construction du projet avec le meilleur rapport possible entre les paramètres suivants : bénéfices écologiques, durabilité, respect de l'enveloppe prévisionnelle. Certains éléments de dimensionnement et les modalités de réalisation pourront donc être amenés à évoluer.

Etudes de projet (PRO) :

Dans notre cas, les études PRO devront permettre :

- De fixer, avec toute la précision nécessaire, les caractéristiques et dimensions des différents traitements pollutions et terres non inertes, ainsi que leurs implantations topographiques, en vue de leur exécution,
- La production d'un plan d'aménagements et de traitement (esquisses, coupes, et tout autre support visuel utile à la bonne représentation du projet),
- De définir précisément le projet : plans, profil en long, profils en travers types et particuliers, perspectives à des échelles adaptées,
- De confirmer les choix techniques et de préciser les dispositions générales et les spécifications techniques de la solution retenue,
- De préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides et, en fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages,
- D'optimiser le coût prévisionnel des travaux décomposé en éléments techniquement homogènes (détail estimatif justifiant le coût du projet), afin de permettre au maître d'ouvrage d'arrêter l'enveloppe budgétaire de la solution proposée « projet » ou, le cas échéant, de chaque tranche de réalisation,
- D'arrêter un projet éventuel d'allotissement et de remettre un planning prévisionnel détaillé de réalisation des travaux.

Un mémoire technique présentant l'ensemble des aménagements, leurs justifications et leurs critères de dimensionnement décrits ci-dessus sera établi à l'issue de la phase PRO. Le Projet donnera lieu à une validation du projet par l'EPAMSA (participation à une réunion de présentation à prévoir).

c) Assistance à la passation de contrats de travaux (ACT) - B310

Il s'agira, pour le titulaire :

- De préparer la consultation des opérateurs économiques chargés des travaux de manière afin qu'ils puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre. Le contenu du dossier de consultation est adapté en fonction de la décision du maître d'ouvrage d'allotir ou non l'opération ;
- De procéder, au stade de l'analyse des offres, à la vérification de la conformité des réponses apportées aux documents de la consultation, d'analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et d'établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères d'attribution précisés dans les documents de la consultation. La partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux.
- De rédiger un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres fixés par le règlement de la consultation, la partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre

elles et avec le coût prévisionnel des travaux déterminé dans le détail quantitatif-estimatif du concepteur,

- De préparer les mises au point nécessaires pour permettre l'attribution des marchés publics de travaux par le maître d'ouvrage.

d) Visa des études d'exécution (VISA) - B310

Les études d'exécution sont réalisées par les entreprises mandatées pour la réalisation des travaux. Le titulaire sera chargé du contrôle de la conformité aux dispositions du projet des études d'exécutions réalisées par les entrepreneurs. Il validera et apposera son visa sur :

- Toutes les notes de calculs de l'entreprise,
- Les études des modes d'exécution,
- Les études d'exécution des ouvrages,
- Les plans et documents relatifs aux installations de chantier,
- Les plans et documents relatifs aux ouvrages et installations provisoires en phase chantier,
- Et tout autre document relatif à l'exécution des travaux.

Par ailleurs il s'assurera, en concertation avec le Coordonnateur SPS, que le Plan d'Assurance Qualité (PAQ) et le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) fournis par l'entreprise sont conformes aux spécifications et contraintes imposées par les travaux à réaliser.

Les étapes de validation se traduiront concrètement par l'approbation d'un visa sur les documents concernés. Ce visa engage la responsabilité du titulaire du marché qui assure ainsi :

- Avoir suivi les différentes étapes ayant conduit à la mise au point du document,
- Avoir pris connaissance et vérifié le contenu du document présenté,
- N'avoir pas décelé d'anomalies dans le(s) documents(s) faisant l'objet de la validation,
- Avoir constaté la conformité du contenu du document avec le projet initial du CCTP.

La mission « visa des études d'exécution » se divise en deux parties : les documents à produire et la délivrance du visa. Dès la notification des marchés de travaux, le Maître d'œuvre établit un état récapitulatif des documents à produire au titre des études d'exécution et soumis à son visa. Cet état précise la nature du document et la date limite de production par l'(es) entreprise (s). Au fur et à mesure de la production des documents, le Maître d'œuvre vérifie leur conformité au projet et délivre son visa. Ce visa est matérialisé par :

- L'apposition sur le document du bon pour exécution (BPE) avec cachet, signature du Maître d'œuvre et la date,
- La signature des fiches de visa mentionnant la référence des documents, les observations du Maître d'œuvre et la date. Cette fiche est remise soit à l'entreprise lors d'un refus, soit au Contrôleur technique, soit directement au Maître d'ouvrage.

e) Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) - B320

Définition du contenu et des objectifs

Au titre de la mission DET, le Maître d'œuvre assume toutes les tâches techniques et administratives mises à sa charge par les textes réglementaires visés ci avant. Cette mission comporte notamment :

- La direction de chantier :
 - Le contrôle de la conformité de l'exécution des travaux, avec d'une part, les pièces contractuelles et d'autre part, les documents de conception ayant fait l'objet d'une

validation. Ce contrôle portera notamment sur la qualité des prestations, les délais et les coûts.

- La préparation de tous les ordres de service et procès-verbaux nécessaires à l'exécution du contrat de travaux, pour leur établissement ou délivrance par le Maître d'ouvrage.
- L'organisation et la direction, sous contrôle du Maître d'ouvrage, des réunions de chantier, suivi à pied d'œuvre...
- La gestion financière :
 - La vérification des états établis par les entreprises (projets de décomptes...) et la transmission au Maître d'ouvrage des propositions de paiement (établissement des états d'acompte...).
 - Le cas échéant, la rédaction des documents nécessaires à l'établissement d'avenants relatifs à la définition, l'organisation et le suivi d'éventuels travaux supplémentaires...
 - Les réclamations de l'entreprise.

Précisions concernant la direction du chantier

- Au titre de la conduite des travaux

La participation aux constats d'Huissier - ou d'expert désigné par le tribunal - sur les avoisinants fait partie des éléments de la mission.

En outre, le Maître d'œuvre établit, pour chaque corps d'état ou type de travaux, une liste des documents d'exécution fournis par l'entreprise et destinés à alimenter le dossier des ouvrages exécutés. Cette liste précise notamment :

- Les plans de projet ou d'exécution corrigés, complétés et conformes aux ouvrages exécutés,
- Les plans de récolement,
- Les notices techniques descriptives des matériels installés,
- Les notices de fonctionnement et de maintenance,
- Les procès-verbaux d'essais, de classement ou de label,
- Les attestations de garantie ou de souscription d'assurances par les constructeurs.

Le Maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur dans les conditions fixées au CCAG-Travaux. Cependant, il doit recueillir l'accord préalable du Maître d'ouvrage pour les ordres de service relatifs :

- À la notification de la date de commencement des travaux,
- Au lancement d'une tranche optionnelle,
- À la prolongation du délai d'exécution,
- À la décision de poursuivre,
- À la notification du décompte général,
- Au choix des matériaux ou des produits de remplacement,
- À la décision d'effectuer des travaux nouveaux.

Le Maître d'œuvre est chargé de déclencher et de piloter toutes les missions de contrôle extérieur à la chaîne de production de l'entreprise permettant de vérifier et de garantir le respect des exigences du CCTP (contrôle topographique, géotechnique, ...). Il définira et validera les points d'arrêts et les points critiques proposés par l'entreprise. Il visera les fiches de non-conformité et suivra le bon déroulement des procédures de mise en conformité décelées en cours d'exécution ou en phase de réception.

Pour un remplacement de produits, de matériaux ou la réalisation de travaux nouveaux, la décision du Maître d'ouvrage est prise dans les conditions précisées au CCAP. La délivrance d'un ordre de service sans l'accord du Maître d'ouvrage est considérée comme une faute professionnelle. Elle entraîne la mise en jeu de sa responsabilité et la prise en charge financière des travaux concernés par le Maître d'œuvre.

Le délai de notification par ordre de service d'une décision du Maître d'ouvrage à l'entreprise est fixé au CCAP. Une copie de chaque ordre de service, qu'il relève ou non d'une décision du Maître d'ouvrage, lui est transmise simultanément à sa délivrance.

- Suivi à pied d'œuvre

Le Maître d'œuvre est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages. En particulier, il s'assure par tous moyens du respect par l'entreprise des prescriptions relatives au contrôle figurant au marché de travaux. Pour cela, notamment, il est physiquement présent sur les chantiers, et il réalise un suivi à pied d'œuvre, selon des modalités qui relèvent exclusivement de son appréciation et de sa responsabilité, mais qui obéissent cependant aux deux contraintes suivantes :

- Le personnel chargé de ce suivi à pied d'œuvre est professionnellement expérimenté en fonction des besoins ;
- Les modalités de ce suivi intègrent obligatoirement un registre-journal permettant de rendre compte des observations faites lors du suivi et des éventuelles interventions réalisées auprès des représentants de l'entreprise.

- Au titre de la sécurité

La mise en place de la réglementation en vigueur devra être contrôlée par le Maître d'œuvre. Il s'attachera en particulier au respect des procès-verbaux d'autorisation dressés par les services préfectoraux, départementaux ou communaux (autorisation Loi sur l'eau, autorisation de voirie...). En particulier, une parfaite coordination sera nécessaire entre le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS, et ce dès la phase conception et jusqu'à réalisation du projet.

- Au titre de l'environnement

Le Maître d'ouvrage apporte une extrême vigilance à la conduite de travaux respectueux de l'environnement. L'application de principes limitant les risques de pollutions et respectueux de l'environnement des cours d'eau sera recherchée lors des phases "travaux" (charte "chantier propre" par exemple).

Précisions concernant la gestion financière des travaux

La gestion financière des travaux concerne l'établissement des certificats de paiement des situations mensuelles, du décompte général et de l'état récapitulatif.

- Etablissement des certificats de paiement

Le Maître d'œuvre doit donner date certaine à la réception des projets de décomptes mensuels des entreprises soit par l'apposition d'un tampon encreur à son nom, soit par l'apposition manuelle d'une date.

Au vu du décompte, il détermine et établit le certificat de paiement qu'il transmet au Maître d'ouvrage dans le délai fixé au CCAP à compter de la réception du projet de décompte mensuel et par tout moyen donnant date certaine.

Le certificat de paiement, établi selon un modèle fixé par le Maître d'œuvre et soumis à l'approbation du Maître d'ouvrage, est remis au Maître d'ouvrage en trois (3) exemplaires.

- Etablissement du décompte général

A l'issue des phases de réception, le Maître d'œuvre établit le décompte général des travaux dans les conditions fixées au CCAG-Travaux.

Le décompte général est remis au Maître d'ouvrage en quatre (4) exemplaires dans le délai fixé au CCAP. À l'expiration de ce délai, le Maître d'ouvrage peut, sans mise en demeure préalable, faire intervenir un tiers aux frais du Maître d'œuvre défaillant. L'intervention du tiers n'interrompt pas l'application des pénalités prévues au CCAP.

- **État récapitulatif des travaux**

Parallèlement au décompte général (ou au dernier décompte général dans le cas de marchés séparés), le Maître d'œuvre établit l'état récapitulatif des travaux. Cet état fait ressortir :

- Tous les décomptes finaux de marché en prix de base,
- Les factures payées hors marché, ramenées aux conditions économiques du mois m_0 des travaux,
- La part des travaux supplémentaires pour chaque catégorie de modifications,
- La valeur des travaux dont le Maître d'ouvrage a accepté la suppression pour rester dans le cadre du coût de réalisation initial.

Précisions concernant l'instruction des réclamations de l'entreprise

Le Maître d'œuvre, saisi directement par l'entreprise d'un différend en cours de chantier, transmettra le mémoire de l'entreprise exposant ses motifs, au Maître d'ouvrage dans le respect des procédures définies au CCAG-Travaux.

Le Maître d'œuvre donnera un avis circonstancié au Maître d'ouvrage à chaque réclamation de l'entreprise, dans un rapport faisant ressortir :

- L'origine de la réclamation ;
- L'historique des événements liés à cette réclamation (ordre de service, constat, etc.) ;
- L'analyse technique, juridique et financière au regard du marché de travaux ;
- La proposition de réponse avec ses conséquences financières.

f) Assistance aux Opérations de Réception (AOR) - B330

Définition du contenu et des objectifs

Au titre de la mission AOR et pendant la garantie de parfait achèvement, le Maître d'Œuvre assume toutes les tâches techniques et administratives mises à sa charge par le CCAG-travaux. Cette mission se décompose en cinq parties :

- Organiser les opérations préalables à la réception des travaux,
- Assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée,
- Procéder à l'examen des éventuels désordres signalés par le Maître d'ouvrage,
- Constituer le dossier des ouvrages exécutés (DOE) et le remettre au Maître d'ouvrage en fin d'exécution,
- Assister le Maître d'ouvrage jusqu'à la garantie de parfait achèvement ; le Maître d'œuvre devra participer à toutes les réunions nécessaires au bon déroulement de la période de garantie et établir les comptes rendus et notes correspondantes.

Le titulaire se chargera en outre des relations avec les éventuels organismes de contrôle. Il établira les procès-verbaux de réception, ainsi que la notification du décompte général.

Précisions concernant les opérations de réception

Les procès-verbaux et propositions de réception sont établis selon un modèle soumis à validation auprès du Maître d'ouvrage.

Précisions concernant la levée des réserves

La levée des réserves est organisée par le Maître d'œuvre selon un processus identique à celui des opérations de réception. En cas de défaillance de l'entreprise, le Maître d'œuvre établit un rapport dans lequel il propose :

- Un projet de mise en demeure de l'entreprise,
- Un descriptif précis des travaux à réaliser,
- Une évaluation des coûts de reprise des ouvrages,
- Un ou plusieurs entrepreneurs de substitution.

Précisions concernant le dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Pour constituer le dossier des ouvrages exécutés, le Maître d'œuvre rassemble, au fur et à mesure de l'exécution, les documents produits par les entreprises. Il conviendra dans ce cadre d'apporter une attention toute particulière durant les travaux aux éléments qui ne sont plus accessibles après réalisation (levé des fouilles, système de drainage, implantation des appareils d'auscultation) ainsi qu'à la description des incidents survenus en phase chantier tels que crues, gel, intempéries particulières, ... Après récupération et contrôle des derniers documents, il adresse le dossier des ouvrages exécutés en trois (3) exemplaires au Maître d'ouvrage dans le délai prévu au CCAP.

En cas de retard de production par l'entreprise, il informe aussitôt le Maître d'ouvrage et opère la retenue provisoire prévue dans les marchés de travaux sur les prochains décomptes.

Le Maître d'œuvre adresse si besoin, au Coordonnateur de sécurité, les documents destinés à compléter le dossier d'intervention ultérieur prévu à l'article L4532-16 du Code du travail.

Précisions concernant la garantie de parfait achèvement

L'assistance pendant la garantie de parfait achèvement est précisée sur deux aspects : les désordres signalés et la visite finale.

- Les désordres signalés

À chaque demande du Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre se rend sur place et examine les désordres signalés. Dans le délai fixé au CCAP, il remet un rapport précisant :

- La nature exacte du désordre ;
- La cause probable de ce désordre ;
- Un descriptif précis des travaux à réaliser ;
- Une évaluation des coûts de reprise des ouvrages ;
- La ou les entreprises qui doivent être mises en cause ;
- La nature de la garantie à mettre en jeu ;
- Le projet de saisie de l'entreprise, de la caution ou de la compagnie d'assurance.

- La visite intermédiaire

Cinq mois après la réception, le Maître d'œuvre effectue une visite complète des aménagements afin de s'assurer :

- Qu'aucun désordre pouvant relever de la garantie de parfait achèvement ne s'est révélé ;
- Que l'ensemble des réserves éventuelles a été levé.

Un rapport de cette visite est établi par le Maître d'œuvre. En cas de désordre, il précise notamment les éléments mentionnés au paragraphe ci-dessus.

- La visite finale

Un mois avant la fin de la garantie de parfait achèvement, le Maître d'œuvre effectue une visite complète des aménagements afin de s'assurer qu'aucun désordre pouvant relever de cette garantie ne s'est révélé et que l'ensemble des réserves ont été levées.

Si tel n'est pas le cas, il établit le rapport visé au paragraphe ci-dessus, en précisant si la garantie de parfait achèvement doit être prolongée, en indiquant le cas échéant les justifications correspondantes, la durée de prolongation, et tous éléments permettant de garantir le parfait achèvement des aménagements.

Ce rapport doit être impérativement reçu par le Maître d'ouvrage au moins quinze jours (15) avant la fin du délai de garantie de parfait achèvement. Dans le cas contraire, il établit un rapport de visite mentionnant la date et l'absence de désordre.

Ces prestations seront rémunérées par l'engagement du candidat sur un pourcentage du montant total des travaux, reparti par missions de maîtrise d'œuvre :

- Etudes PRO
- Elaboration DCE travaux
- Consultation des entreprises
- Analyse des offres et mise au point du marché
- DET
- AOR

Mission 5 – Etablissement d'ATTEST(s) (Prix unitaire - bon de commande)
--

Dans le cadre d'un site identifié comme ayant eu de forts risques de pollution par le passé (tel que la ZAC MU), le maître d'ouvrage doit joindre cette attestation à la demande de permis de construire. Cette dernière dénommée ATTEST doit garantir de la compatibilité entre l'état des sols et l'usage futur du site

Pendant toute la durée du marché, le prestataire pourra être amené dans le cadre de ses compétences, à rédiger une ATTEST, conformément à la méthodologie en vigueur si cette dernière fait l'objet d'une demande des services instructeurs et/ ou de l'EPAMSA.

L'établissement de ces ATTEST(s) est prévu à l'échelle du lot et/ou de la ZAC.

Ces prestations seront rémunérées sur la base des prix unitaires du marché.

Réunions

Dans le cadre du présent marché, le prestataire pourra être sollicité pour participer à des réunions notamment avec le maître d'œuvre VRD afin d'échanger sur la mise en cohérence des dossiers VRD, et des obligations environnementales (DLE, EI, pollution...) et avec l'AMO sur le choix de stratégie d'intervention, dossier d'aide, de servitudes, historique...

Ces prestations seront rémunérées sur la base des prix unitaires du marché.

Mission 6 – Option : Mise en place d'un outil de digitalisation

Le maître d'ouvrage souhaite la mise en place d'un outil de digitalisation et capitalisation des données environnementales des différents ilots de la ZAC pour le suivi des études de pollution. Ce Système d'Information Géographique devra pouvoir intégrer les résultats des études objet de la présente mission mais également capitaliser les données connues sur l'historique des pollutions. Cet outil doit permettre de compléter les schémas conceptuels et les diagnostics des études. L'intégration de couches géographiques de base constituées du parcellaire et des données foncières, du PLU et d'autres données utiles du sol et sous-sol de chaque îlot sera appréciée. L'objectif est de pouvoir s'approprier les différentes informations relatives à l'état des sols et d'utiliser ce SIG comme support d'aide à la décision de l'EPAMSA dans le cadre de sa charte de développement durable 2023-2024 sur les problématiques environnementales.

L'outil, valorisant les données de terrain des études pollutions, pourra par exemple intégrer :

- la localisation des sites (identifiés par des points par exemple),
- la création de fond avec plans (carte IGN, carte parcellaire, vue aérienne par exemple),
- la création de dossier regroupant toutes les études environnementales (ou autres) réalisées sur les sites concernés

L'outil devra être décrit précisément par le candidat, notamment la gestion possible par le client, les conditions d'usage et de maintenance.

Les droits sur la modélisation des données seront acquis au maître d'ouvrage qui pourra en disposer à des fins de commercialisation, d'études, de partage suivant ses besoins et ainsi les transmettre à tout acteur institutionnel, promoteur, bureau d'études, etc.

Les cartes devront être systématiquement produites en format DWG ou DXF en Lambert 93 afin de pouvoir être intégrées dans le référentiel du géomètre expert de la ZAC.

Il sera demandé au prestataire de fournir chaque année une synthèse des données modélisées sous la forme d'un exemplaire papier et d'un exemplaire numérisé.

6. MODALITES PRATIQUES D'EXECUTION

a) Suivi et pilotage

Le pilotage de la mission sera assuré par l'EPAMSA avec son assistant à maîtrise d'ouvrage. Le prestataire devra prévoir dans ces coûts tout échanges / conseil (hors réunion) permettant d'assurer le bon déroulement des différentes missions.

b) Modalité de rendu des documents

Confer C.C.A.P.

Liste des annexes du présent C.C.T.P. :

ANNEXE 1 : Plan guide d'aménagement de la ZAC MU

ANNEXE 2 : Plan programmatique